

Accusations de HRW : Le gouvernement burundais "méfiant"

RFI, 13-02-2015 Burundi : HRW accuse les forces de sécurité d'exécutions sommaires. Au moins 47 personnes ont été exécutées par les forces de sécurité burundaises suite à l'attaque d'un groupe armé dans la province de Cibitoke selon l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. Dans un document publié jeudi, HRW précise que ces exécutions sommaires de combattants qui s'étaient rendus ont été commises par les forces de sécurité burundaises. L'organisation demande une enquête indépendante sur ces faits survenus entre le 30 décembre et le 3 janvier.

Le document publié par Human Rights Watch évoque sept événements distincts. Comme le long de la rivière Kaburantwa le 1er janvier, selon des témoignages recueillis par l'organisation, six rebelles se seraient rendus à des militaires et des policiers. Ils auraient été ligotés, couchés par terre et exécutés. Selon un habitant, l'un des trois combattants aurait supplié avant de mourir : « Je vais encore à l'école, appelez le directeur ». Scène similaire à Kibindi. Le 2 janvier, 17 rebelles se rendent avec leurs armes et sont ligotés devant des dizaines de témoins. Là encore, des militaires, des policiers, mais aussi des Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir, auraient été présents. L'un des habitants rapporte à Human Rights Watch que le commandant des militaires a demandé des instructions par radio et se serait vu répondre : « Je veux les fusils, je ne veux pas les hommes ». Dans la foulée, les 17 auraient eux aussi été tués. Sur les sept incidents recensés qui auraient donc fait au moins 47 morts, trois, selon Human Rights Watch, impliquent directement des autorités locales qui auraient participé aux exécutions à Kalema, Ngoma et Mirombero. Ce document met en lumière le rôle d'individus identifiés par les témoins comme des Imbonerakure, les jeunes du parti au pouvoir tant d'ici que ces dernières années. Ces témoignages évoquent des Imbonerakure servant de suppléants, participant aux exécutions, armés de machettes et d'armes à feu, ou des scènes au cours desquelles les forces de sécurité leur auraient distribué des armes. Le gouvernement méfiant Le gouvernement burundais a promis de se pencher sur le rapport de Human Rights Watch et de « répondre point par point » après l'avoir lu. Mais d'autres le secrétaire général et porte-parole du gouvernement burundais ne cache pas sa méfiance envers l'organisation américaine qui a une « attitude traditionnellement hostile » au pouvoir s'il s'en tient à ses précédents rapports. Philippe Nzobonariba, Secrétaire général et porte-parole du gouvernement burundais : « Le gouvernement doit prendre quelques distances par rapport au rapport rédigé par Human Rights Watch car les relations du Burundi et de l'organisation ne sont pas du tout bonnes à cause d'un contentieux d'ordre au rapport précédent. Depuis les élections de 2010, et l'organisation Human Rights Watch s'est rangée carrément du côté des opinions politiques et civiles qui étaient hostiles aux élections de 2010. »